

La Kabylie, en quête d'un statut spécial

Algérie La région a boudé le scrutin, nouveau record d'abstention à la clé.

Reportage Arezki Aït-Larbi
Envoyé spécial à Tizi-Ouzou

En ce jour d'élections législatives, Tizi-Ouzou, la grande métropole kabyle située à cent kilomètres à l'est d'Alger, est plongée dans une indolente indifférence. Durant la dictature du parti unique, la région frondeuse était à la pointe des luttes démocratiques. Avec l'ouverture politique de 1989, deux partis d'opposition laïque y prennent leurs quartiers : le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

Après avoir opposé une résistance farouche au terrorisme islamiste durant la décennie 1990, la Kabylie entame une tragique descente aux enfers depuis l'arrivée du président Bouteflika en 1999.

"Bouteflika n'aime pas la Kabylie. Il veut réduire son potentiel de contestation à n'importe quel prix. En 2001, il n'a pas hésité à envoyer les gendarmes pour tirer sur de jeunes manifestants pacifiques, faisant 126 morts, et des centaines de blessés", rappelle Dda Messaoud, un ancien maquisard de la guerre d'indépendance qui contient difficilement sa colère.

De l'autonomie à l'indépendance ?

Ce bain de sang va radicaliser

les activistes kabyles face au pouvoir central. *"Nous avons cru que le FFS et le RCD allaient défendre notre dignité, notre culture et nos droits. Ils n'ont pas résisté à l'appel des privilèges et de la compromission avec le régime.*

Aujourd'hui, seul le MAK peut changer la situation", proclame Boussad, étudiant en génie civil.

Le MAK, c'est le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie, créé en 2001 par Ferhat Mehenni, un chanteur militant qui, depuis les années 70, a connu plusieurs fois les geôles du régime algérien. Très vite, le mouvement séduit les jeunes générations en quête d'idéal. Elevés dans le culte des luttes de leurs aînés, dont Ferhat Mehenni était le porte-drapeau, les nouveaux contestataires adhèrent au projet par milliers. Les démonstrations de rue lors des traditionnelles manifestations du 20 avril, "journée anti-répression" depuis le Printemps berbère de 1980, ont consacré le MAK comme principale force politique dans la région.

Revisiter sereinement la diversité

De la timide revendication d'une autonomie régionale en 2001, le MAK opte brusquement, en 2010, pour l'indépendance, en créant, à Paris, le GPK (Gouvernement provisoire kabyle, en exil). La fuite en avant de certains de ses dirigeants soulève toutefois de légitimes interrogations. A commencer par cette proximité revendiquée

avec des mouvements européens d'extrême droite, ou encore avec des officines occultes du voisin maro-

cain qui tentent de jouer la Kabylie comme monnaie d'échange dans le conflit du Sahara occidental.

Des fondateurs historiques du MAK vont alors se démarquer des tentations aventurières et opaques pour créer, en 2016, le Rassemblement pour la Kabylie (RPK). Pour Ahmed Aït Bachir, vieux militant et ancien numéro 2 du MAK, *"le RPK se veut plus transparent et plus rassembleur que le MAK, dit-il. Nous voulons dialoguer avec toutes les forces politiques influentes dans la région. Notre objectif : aller vers un statut spécifique pour la Kabylie par une démarche consensuelle apaisée."*

Hamou Boumdine, ingénieur en électrotechnique élu coordinateur du RPK, explique sa stratégie : *"Nous voulons une refondation de l'Etat algérien qui permettra d'accorder à la Kabylie, et à toutes les régions qui le souhaitent, une large autonomie politique, comme c'est le cas dans les pays qui ont opté pour un système régionalisé ou de type fédéral. L'Algérie est une société plurielle qui demande à revisiter, de manière sereine, sa diversité et adapter l'Etat à la nation multiculturelle."*

Durant la dictature du parti unique, la région frondeuse était à la pointe des luttes démocratiques.